

undefined - dimanche 2 août 2026

Meurthe-et-Moselle

HISTOIRE

Harkis dans l'Est de la France : le combat et la mémoire

Gisèle Sebaoui-Boggio et Hervé Boggio



Mars 1962, les accords d'Evian mettent fin au conflit algérien. Mais le sort des 250 000 Français musulmans qui se sont engagés aux côtés de l'armée française est, quant à lui, loin d'être réglé. Photo DR

Contraints de quitter leur pays natal pour avoir servi la France durant le conflit algérien, les harkis forment une communauté singulière aux côtés de l'immigration maghrébine.

Mars 1962, les accords d'Evian mettent fin au conflit algérien. Mais le sort des 250 000 Français musulmans qui se sont engagés aux côtés de l'armée française est, quant à lui, loin d'être réglé. Une tragédie attend nombre de ces harkis, ainsi qu'on les désigne. Abandonnés à leur sort, ceux qui restent sur place après le retrait des troupes françaises connaissent souvent la vengeance d'un pays qui les considère comme des traîtres. Quand après le cessez-le-feu, ils échappent au sort définitif que leur réserve une justice expéditive, ils sont jetés en prison, torturés, voués à l'oubli... Certains parviennent à gagner le territoire français, dans des conditions souvent rocambolesques, parfois grâce à la désobéissance de leurs cadres européens qui, désobéissant aux ordres reçus, refuseront d'abandonner les soldats qui les avaient suivis ainsi que leur famille.

Ces miraculés survivront. Mais ils connaîtront les conditions d'accueil indignes que leur réserve la France. Parqués dans leur grande majorité au sein de camps installés partout sur le territoire national dont certains de sinistre mémoire.

Entre 1962 et 1965 pour l'essentiel, ils seront selon l'évaluation la plus optimiste, 90 000 à gagner la France, femmes et enfants compris. Parmi eux, plus de 10 % s'installent dans l'Est de la France, dont près de la moitié en Lorraine, dans les Vosges ou dans les vallées industrielles du nord lorrain notamment. Les importants besoins en main-d'œuvre de la région dans les années soixante agissent comme un aimant. Le nombre exact de harkis arrivés dans nos régions est toutefois difficile à déterminer avec précision pour plusieurs raisons : différences de statuts et moyens divers par lesquels ils sont parvenus à gagner le territoire français notamment. S'il reste aujourd'hui très peu de harkis vivants pour témoigner des origines de l'histoire de cette communauté, leurs veuves, fils, filles, petits-fils et petites-filles, etc. constituent une communauté forte de plusieurs dizaines de milliers d'individus dans l'Est, partageant une mémoire commune, souvent douloureuse, bien que vécue de manière très diverse en fonction des parcours et des générations.

L'un des derniers harkis vivant en Lorraine, Ammouche Douane, a reçu la Légion d'honneur en décembre 2025. Une reconnaissance bien tardive pour cet homme originaire de Kabylie, aujourd'hui âgé de 86 ans. Ce dernier s'est engagé en 1957, à peine sorti de l'adolescence, pour venger un père exécuté par le FLN. Il passera 5 ans sur le terrain comme suppléant, avec les troupes de montagne. Puis six ans en prison à Béchar après la guerre. Malgré la torture, la faim, les mauvais traitements, il parvient à s'évader et gagne la Moselle, où il a des attaches.

Mon père a milité toute sa vie pour la reconnaissance des harkis Jacqueline, fille de harki

Il a 28 ans quand il arrive au Konacker, ne sait ni lire, ni écrire mais garde en lui une flamme qui le poussera à se battre sa vie durant. « Mon père ne nous a jamais caché son parcours et il a milité toute sa vie pour la reconnaissance des harkis, pour leurs droits... », explique Jacqueline, l'une de ses filles. Cette dernière n'a jamais connu les camps, mais elle n'a jamais cessé de se mobiliser elle aussi pour les droits de sa communauté. Quand Ammouche Douane a reçu la Légion d'honneur, il a vécu un moment très fort, même si, interrogé sur le sens qu'il donne à cette reconnaissance, il explique : « S'ils me l'avaient donnée avant, ça m'aurait fait plaisir [...]. Toute cette histoire, ça ne date pas d'avant-hier... » Un sentiment voisin sans doute de celui ressenti par toutes celles et tous ceux, harkis mais surtout veuves, fils et filles, qui ont reçu, le 14 juillet dernier, l'ordre national du Mérite. Une promotion « spéciale » qui porte reconnaissance de la Nation, tout comme la loi du 23 février 2022, envers toute une communauté en « réparation des préjudices subis [...] du fait de l'indignité de leurs conditions d'accueil et de vie dans certaines structures sur le territoire français. » Mieux vaut tard que jamais.

Car pour les harkis depuis 1962, « c'est la double peine », souffle Jacqueline Douane : après les horreurs de l'après-guerre, il leur est souvent impossible aujourd'hui encore de retourner en Algérie – « Je connais un monsieur dans la vallée de la Fensch qui n'a même pas pu aller enterrer son fils : visa refusé », s'indigne Jacqueline Douane. En France, il y a eu la dureté des camps, ce sentiment d'être parqués, « la perte de chance pour toutes celles et tous ceux qui

sont passés par là : les dégâts sur les familles, les enfants, les séquelles psychologiques portées bien après la guerre... », détaillait Fatima Laouar quand elle a pris la tête de l'association Ajir pour les harkis en Grand Est. Le combat pour la reconnaissance est toujours en cours.

Les camps, Hamid* (le prénom a été changé) les a connus. Il avait 6 ans à l'arrivée en France à l'été 1962 : « Saint-Maurice-de-l'Ardoise, Rivesaltes, Bias. On nous bougeait au gré des flux d'arrivées, ou par région d'origine. » De ces années terribles, l'homme aujourd'hui retraité ne se souvient de rien ou presque : « J'ai occulté... Je le dis souvent, en fait, je suis né à Épinal. Car c'est à partir de là que je me souviens. » Les Vosges, qui seront un des hauts lieux d'accueil des harkis en Lorraine où ils seront employés dans des hameaux de forestage, chez Boussac, etc. ou dans la sidérurgie. Hamid* ne sera pas resté très longtemps confiné. Une chance, car malgré la fermeture administrative de toutes ces structures en 1975, certaines familles y sont demeurées jusqu'à la fin des années 80 parfois, laissées à leur sort, en marge d'une société qui ne leur a pas vraiment fait une place, dans des conditions parfois atroces. « Depuis toutes ces années, j'ai entendu le récit de ce qui s'est passé dans ces camps moi qui ne les ai pas connus », explique encore Jacqueline Douane qui sait « les fils perdus, la dépression, l'alcool... » Pourtant, celle-ci indique ne pas porter ce passé difficile comme un fardeau : « Mon père nous a protégés, je ne peux pas dire que j'ai souffert personnellement, mais il y a eu de la souffrance, beaucoup. »